



La Commune



Rupture ou faillite

Publié le mercredi 18 avril 2012



Grèce : Annulation de la dette !

Le peuple grec est aujourd'hui la principale victime en Europe des fauteurs de crise, c'est à dire du capitalisme mondial et des spéculateurs pour qui les opérations boursières et la fabrication de " produits financiers " toxiques est plus rentable que les investissements dans le secteur productif, car le capitalisme est arrivé à l'âge de sa décomposition. S'il n'est pas possible de détailler ces formules ici, il est aisé de montrer comment les criminels de la finance pressurent le peuple grec : un rappel historique s'impose.

En 1981 la Grèce adhère à la CEE.

En 2001 elle remplit les fameux " critères de Maastricht " limitant en particulier les déficits à 3% du PIB et en 2002 elle abandonne la drachme pour l'euro. Ce faisant, elle se voit interdire comme chaque Etat membre de la zone euro de passer par la BCE pour toute initiative financière et toute forme d'emprunt. l'euro, dont la cotation est forte sur les places financières mondiales devient un boulet pour la faible industrie grecque dont les exportations descendent en flèche hors zone euro. Rapidement l'Etat grec se trouve au bord de la cessation de paiement.

Répartition des tâches

Le gouvernement du socialdémocrate Papandréou fils va obéir aux injonctions du FMI, lequel promet un prêt de 45 milliards de dollars, à condition que soit mis en oeuvre un premier plan d'austérité (avril 2010). La riposte des masses se traduit par de violents affrontements avec la police cependant que, du début des affrontements jusqu'à aujourd'hui, le PC grec, stalinien jusqu'à l'os refusera toujours toute forme de combat unitaire, manifestant à part, lançant des mots d'ordre de grève à part

et dénonçant les prétendues collusions des anarchistes avec la police, lors des émeutes qui suivirent la mort d'un jeune lycéen tué par la police.

Plan de " sauvetage "

Si les Etats ne peuvent emprunter à la BCE, ils doivent obéir aux injonctions de celles-ci et du FMI qui leur enjoignent d'emprunter aux banques. A ce sujet, il est intéressant de voir que si les banques empruntent à la BCE, c'est avec un taux d'intérêt de 1% tandis qu'elles prêtent à la Grèce et à d'autres à des taux 10 fois plus élevés. Dès lors, chaque annonce du déficit " structurel " de l'Etat grec fait monter les enchères sur les places boursières qui exigent, en parfaite entente avec les agences de notation des taux d'intérêt d'autant plus élevés que le pays a été mal noté et qu'il se trouve avec le couteau sous la gorge. Un prétendu " plan de sauvetage " de 110 milliards d'euros est ainsi accordé par les ministres des finances de la zone euro en mai 2010. Au printemps 2011, nouveau coup de tocsin : face à la nouvelle banqueroute, le gouvernement Papandréou décide d'un nouveau plan d'austérité économisant 28 milliards d'euros en taillant dans les retraites, en licenciant des fonctionnaires par milliers, et en privatisant une large partie du secteur public.

Plan " d'aide "

Le 22 juillet 2011 un énième " plan d'aide " de 109 milliards d'euros est attribué. Le gouvernement Papandréou dans une ultime manoeuvre face aux créanciers et au couple Merkel-Sarkozy, annonce le 31 octobre qu'il soumettra l'accord exigé par l'UE pour un quatrième plan d'austérité à un référendum. Cris d'orfraies du duo Sarkozy-Merkel et du FMI. Apeuré à l'idée d'une rupture, Papandréou renonce au referendum deux jours plus tard et démissionne au profit d'un gouvernement de " techniciens " présidé par Papademos avec la participation des fascistes du L.A.O.S. Ce prétendu gouvernement de " techniciens " n'est ni plus ni moins que l'encadrement du personnel politique servile " de gauche " et de droite par les

serviteurs les plus directs du FMI, de la Banque Mondiale et des créanciers.

Plan d'austérité

Enfin, le 20 février 2012, les ministres des finances de la zone euro accordent un versement supplémentaire de 130 milliards d'euros en échange de nouvelles mesures d'austérité (5ème plan d'austérité !). Ainsi, les dirigeants du capitalisme mondial n'offrent aucune issue à leur victime : comme les tortionnaires bien connus de certains régimes, ils plongent la tête de l'accusé dans la baignoire et la ressortent périodiquement avant d'exiger plus. Ils savent pertinemment que la prétendue croissance est un objectif inatteignable et que les dettes ne seront jamais remboursables. Leur objectif est de mettre le peuple grec à genoux, comme les peuples portugais, irlandais, espagnol, italien, et aussi, soyons-en surs, français. Mais les peuples ont de la ressource. Et contrairement à M. Mélenchon et Jacques Généreux son conseiller, nous ne faisons pas de distinction entre bonnes et mauvaises dettes. La dette n'est pas "renégociable", elle doit être annulée.

Paul Rauschert, 28 mars 2012